

N° DP 25/611

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL AU PROFIT DE L'ASSOCIATION "LES RESTAURATEURS DE LA PLACE DAME SIBILLE TOULON"**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la convention d'occupation précaire, ci-annexée,

**CONSIDERANT** qu'au titre de sa compétence déchets, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est vue transférer par la Commune de Toulon un local de 13 m<sup>2</sup>, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble édifié sur la parcelle cadastrée section CN n°139, sise à Toulon (83000) 7, rue de l'Etoile,

**CONSIDERANT** que l'association « Les Restaurateurs de la place Dame Sibille – Toulon », dont l'objet est l'organisation de la gestion des déchets des restaurants de la place Dame Sibille à Toulon, a sollicité la Métropole en vue d'y stocker des conteneurs poubelles,

**CONSIDERANT** que la Métropole Toulon Provence Méditerranée accepte d'autoriser l'association à occuper ce local par le biais d'une convention de mise à disposition à titre gracieux, pour une durée d'un an, renouvelable annuellement dans la limite de douze (12) ans,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**DE SIGNER** la convention de mise à disposition à titre gracieux délivrée à l'association « Les Restaurateurs de la place Dame Sibille – Toulon », pour l'occupation d'un local de 13 m<sup>2</sup>, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble édifié sur la parcelle cadastrée section CN n° 139, sise à Toulon (83000) 7, rue de l'Etoile, afin d'organiser la gestion des déchets des restaurants de la place Dame Sibille à Toulon et d'y stocker des conteneurs poubelles.

## **ARTICLE 2**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

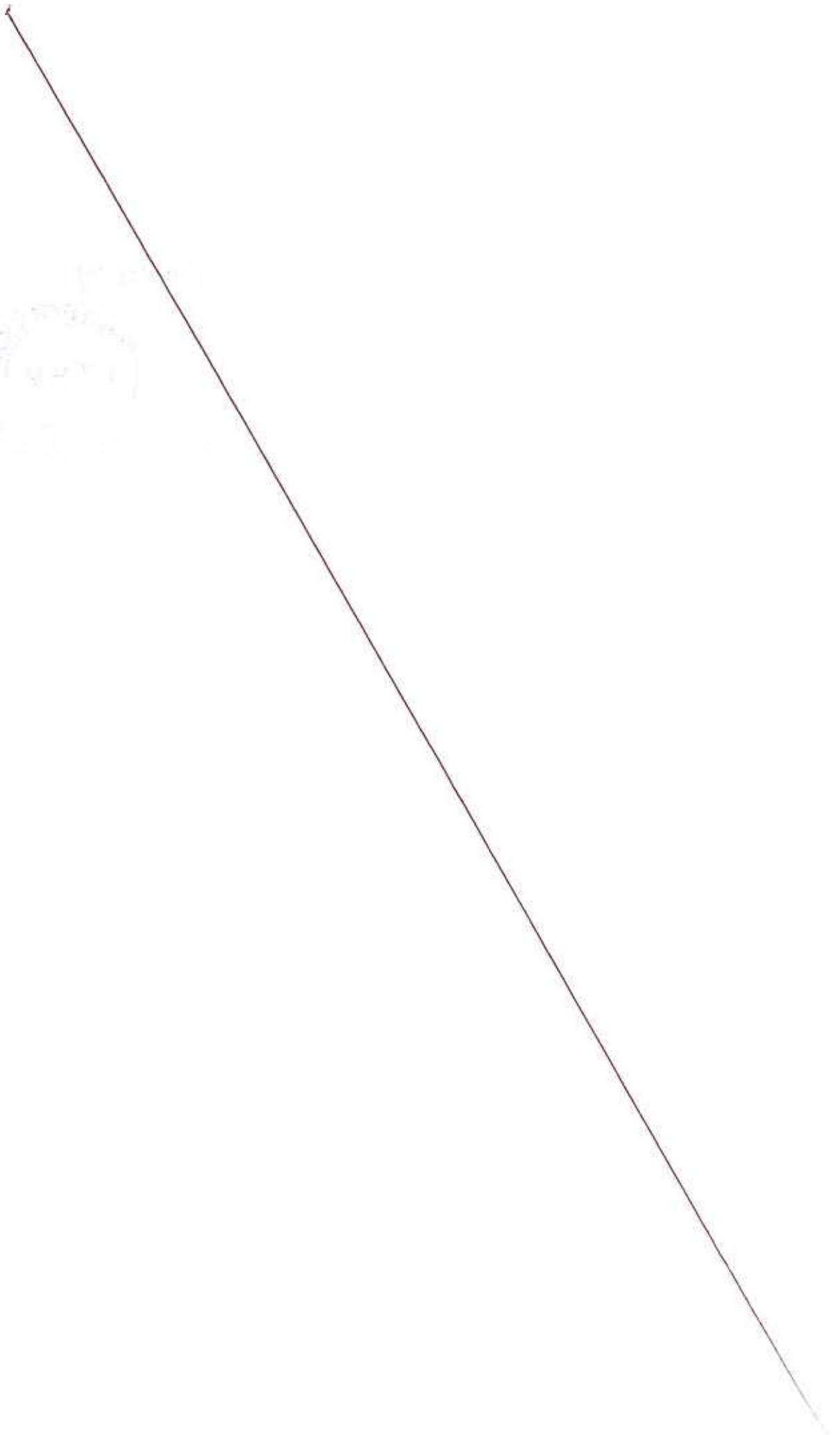
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 MAI 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION  
AU PROFIT DE L'ASSOCIATION « LES  
RESTAURATEURS DE LA PLACE DAME SIBILLE  
TOULON »  
RELATIVE A UN LOCAL SITUE 7 RUE DE  
L'ETOILE  
COMMUNE DE TOULON**

**Entre les soussignés :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°                      du

Ci-après dénommée « la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

**D'une part**

Et

L'association « Les Restaurateurs de la place Dame Sibille – Toulon » domiciliée à Toulon (83000), 10 rue Bon Pasteur, représentée par Monsieur Thomas BREDOLESE, Président dûment habilitée à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

**D'autre part**

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Au titre de sa compétence déchets, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est vu transférer par la Commune de Toulon un local de 13 m<sup>2</sup>, situé au rez-de-chaussée de l'immeuble implanté sur la parcelle cadastrée section CN n° 139, sis à Toulon, 7 rue de l'Etoile.

L'association « Les Restaurateurs de la place Dame Sibille – Toulon », dont l'objet est l'organisation de la gestion des déchets des restaurants de la place Dame Sibille à Toulon, a sollicité la Métropole en vue d'y stocker des conteneurs poubelles.

En conséquence, la Métropole accepte d'autoriser l'association à occuper ce local par le biais d'une convention de mise à disposition à titre gracieux.

**Il est convenu ce qui suit :**

#### **Article 1 – Objet de la convention :**

L'association « Les Restaurateurs de la place Dame Sibille – Toulon » est autorisée à occuper un local d'une superficie de 13 m<sup>2</sup> situé au rez-de-chaussée de l'immeuble sis à Toulon (83000), 7 rue de l'Etoile en vue d'y stocker les conteneurs poubelles des restaurateurs de la place Dame Sibille.

L'Occupant ne pourra destiner les lieux à une activité autre que celle mentionnée ci-dessus sans accord exprès écrit, de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Cette autorisation est délivrée à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom de l'Occupant et d'une remise en état des lieux à l'issue de l'autorisation.

Cette convention, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce.

#### **Article 2 – Durée de la convention :**

La présente convention prend effet à compter de la notification de la présente convention.

Elle est conclue pour une durée d'un an, renouvelable annuellement dans la limite de douze (12) ans.

#### **Article 3 – Conditions financières :**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée consent cette mise à disposition à titre gracieux, conformément à l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes publiques eu égard au caractère non lucratif de l'association et à la satisfaction de l'intérêt général.

#### **Impôts et charges :**

L'Occupant fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'électricité, d'eau, de téléphone, de fibre et de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Il fera également son affaire personnelle du nettoyage des locaux mis à sa disposition ainsi que de la dératisation et de la désinsectisation.

L'Occupant devra seul supporter la charge de tous impôts et notamment la taxe d'enlèvement des ordures ménagères auxquels sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis terrains, aménagements ou installations quelles qu'en soient la nature ou l'importance et qui seraient exploités en vertu de la présente convention.

#### **Article 4 – Dispositions générales :**

L'Occupant s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps libre accès en tout point de la zone aux agents chargés du contrôle, notamment ceux du Propriétaire.

L'occupant supportera également, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison des travaux de toute nature ou de l'utilisation des parcelles transférées.

#### **Article 5 – Etat des lieux :**

L'Occupant prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, ni percer des murs ou cloisons sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

Avant l'entrée en jouissance, il sera établi un procès-verbal des lieux. Contresigné par les deux parties, ce document sera annexé à la présente convention.

En fin d'occupation, un procès-verbal de constat sera dressé de manière contradictoire. La comparaison des états des lieux initiaux, complémentaires et de départ servira de base à la détermination et au coût des travaux de réfection qui seront à la charge de l'Occupant, chaque fois que les dégradations ne résulteront pas de la vétusté ou de l'utilisation normale des lieux.

#### **Article 6 – Responsabilité de l'Occupant :**

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile de la Métropole pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- supporte toutes dégradations qui seraient apportées aux terrains et aux avoisinants du fait des activités qui seront exercées et à entreprendre à ses frais toutes les réparations et remises en état qui s'avèreraient nécessaires,
- déclare être à jour de ses inscriptions au registre du commerce et de toutes ses déclarations d'employeur,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'Occupant aura l'entière responsabilité des nuisances et dommages éventuels pouvant survenir, de son fait, de celui de ses préposés ou des personnes agissant pour son compte,



sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

**L'occupant s'engage à installer à ses frais les dispositifs réglementaires pour détection des fumées et la prévention contre les incendies.**

L'occupant s'engage à respecter la charte d'exploitation – local à déchets à destination des commerces et restaurants qui figure à l'annexe 1.

La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'Occupant, la Métropole est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et / ou aux biens.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole de Toulon Provence Méditerranée à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporteraient éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

**Article 7 – Exclusion de responsabilité :**

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages subis ou causés par l'exploitation ou par l'existence même des ouvrages objets de la présente convention.

La Métropole ne pourra être tenue pour responsable des dégradations, vols, ou détournements concernant les biens mis à disposition.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporterait éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

**Article 8 – Assurances :**

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux puis le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Polices d'assurances :



L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques d'occupation, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Il est tenu d'assurer tous les biens immobiliers et mobiliers compris dans l'emprise faisant l'objet de la présente convention que ceux-ci existent ou qu'ils s'y ajoutent ultérieurement.

#### Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre dans les meilleurs délais la réparation de dommages ou la reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. En l'absence de diligence, et après mise en demeure restée infructueuse, la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

### **Article 9 – Cessation, révocation, résiliation de l'autorisation :**

#### Cessation d'occupation :

La cessation d'occupation pour quel que motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 7 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

#### Cessation à l'initiative de l'Occupant :

La cessation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement. Elle peut également intervenir par anticipation sur demande de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

#### Révocation à l'initiative de la Métropole pour défaut d'exécution des obligations de l'Occupant :

Elle est prononcée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter soit à :

- Se conformer à l'une des conditions de la présente convention
- Obtempérer aux instructions qui lui auront été données par un agent de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

#### Retrait pour cause d'intérêt général :

Il intervient sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de retrait avec un préavis d'un mois.

### **Article 10 – Contestation**

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

### **Article 11 - Informatique et libertés :**

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

### **Article 12 - Annexe :**

Annexe 1 : charte d'exploitation d'un local à déchets à destination des commerces et restaurants.

Fait à Toulon, le

Le Président de l'association  
Les Restaurateurs de la Place  
Dame Sibille - Toulon

Le Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

Thomas BREDOLESE

Jean Pierre GIRAN

**CHARTRE D'EXPLOITATION**  
**-LOCAL A DECHETS A DESTINATION**  
**DES COMMERCE ET RESTAURANTS -**  
**7 rue de l'Etoile 83000 TOULON**

Ce local est mis à disposition du preneur en tant que local pour le dépôt des déchets assimilés aux ordures ménagères issus des activités économiques. Le preneur en assure la gestion, l'exploitation et l'entretien en relation avec les restaurants situés autour de la Place Dame Sibille à Toulon.

Les capacités de ce local sont limitées et pour que cet équipement collectif remplisse correctement sa fonction, il vous est demandé de respecter les règles suivantes :

**1. Obligations du preneur**

Le preneur s'engage à

- Souscrire à la convention de redevance spéciale pour la collecte des déchets assimilés aux ordures ménagères issus des activités économiques, de la Métropole TPM. La souscription pourra être individuelle pour chaque restaurateur et autre commerce utilisateur ou être collective pour l'ensemble des restaurateurs et autres commerces utilisateurs du local.
- Respecter les prescriptions des arrêtés portant règlement sanitaire pris par les autorités compétentes, respecter les prescriptions concernant notamment les modalités de présentation des déchets à la collecte et la mise en œuvre des collectes sélectives,
- Respecter les mesures relatives au tri à la source et à la collecte séparée de leurs déchets,
- Faire reprendre par les fournisseurs les objets qui peuvent être réemployés (palettes, cagettes ...)
- Ne pas faire subir aux conteneurs mis à disposition de dégradations et de déformations massives ou volumiques anormales dues au compactage des déchets stockés

## **2. La nature des déchets autorisés à être déposés dans le local**

2.1. Le Local est réservé aux dépôts des déchets suivants :

- Les déchets assimilés aux ordures ménagères issus des activités économiques
- Les déchets fermentescibles
- Les métaux ferreux et non ferreux d'emballage (boîtes de conserve vides, canettes en acier ou aluminium, barquettes en aluminium, aérosols)
- Les emballages plastiques, flacons, bouteilles, films plastiques
- Papiers, journaux, magazines, cartons, cartonnettes
- Les bouteilles et flacons en verre
- Les déchets d'emballages ménagers dont le volume est compatible avec la capacité des bacs de collecte

2.2. Le dépôt des déchets suivants est interdit dans le local :

- Les déchets encombrants
- Les déchets de boucheries (équarrissage)
- Les boues d'épuration et de curage, graisses
- Les huiles usagées, matières de vidange
- Les déchets électriques, de chantiers de bâtiments et travaux publics, les déchets inertes (déblais, gravats ...), les déchets de l'agriculture
- Les déchets d'activité de soins, déchets hospitaliers
- Les déchets liés à l'automobile
- Les déchets toxiques y compris en quantité dispersées, les produits chimiques sous toutes leurs formes
- Les déchets spéciaux toxiques ou dangereux qui ne peuvent être éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères et déchets assimilés en raison de leur toxicité, leur pouvoir corrosif ou explosif, ou leur inflammabilité
- Les résidus de peinture, vernis, colles, solvants et pesticides, les déchets radioactifs
- Le verre autre que celui spécifié précédemment
- Les bouteilles de gaz quel qu'en soit le format
- Les cadavres d'animaux
- Tout autre déchet que la législation pourrait interdire

## **3. Entretien du local**

Le preneur s'engage à limiter les nuisances visuelles, sonores et olfactives, respect du voisinage :

- Le preneur s'engage à limiter au maximum les nuisances sonores et olfactives
- Le preneur s'engage à assurer un entretien, une maintenance et un nettoyage du local (intérieur : sols, conteneurs ... et extérieur : porte, seuil ...). L'entretien technique du local pour le conserver dans son état d'origine comprend de façon non exhaustive les postes suivants : nettoyage, peinture, plomberie, électricité, ventilation, fermeture hermétique, etc.  
La propreté du local devra être irréprochable tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pour des objectifs de qualité d'utilisation, de sécurité des personnes, d'image de marque ...

Pour tout problème particulier, ou renseignement complémentaire sur la collecte des déchets, la redevance spéciale, vous pouvez contacter le service Propreté de MTPM au 04 83 16 67 57 ou 04 83 16 67 60.

Fait en deux exemplaires,

L'un est conservé par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, l'autre est conservé par le preneur.

Lu et accepté à Toulon, le.....

Le Président de l'association  
Les Restaurateurs de la Place  
Dame Sibille – Toulon

Thomas BREDOLESE

